



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 14 du 31 mars 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1^{er} avril 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	267
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	267
CABINET DU PREFET	267
Service interministériel de défense et de protection civile	267
Examen de secourisme - Brevet national de moniteur des premiers secours du mardi 24 mars 2009 - Procès-verbal n° 01/2009	267
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	267
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	267
Extrait de l'arrêté du 18 mars 2009 portant désignation des membres de la commission départementale des risques naturels majeurs	267
Extrait de l'arrêté du 23 mars 2009 autorisant la création d'une zone de développement de l'éolien sur le territoire de la commune de Fillières	268
Extrait de l'arrêté de prescription du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation des communes de Jarville-la-Malgrange, Malzéville, Maxéville, Nancy, Saint-Max, Tomblaine du 24 mars 2009	268
Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Boncourt du 24 mars 2009	268
Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Giraumont du 24 mars 2009	269
Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Chaudeney-sur-Moselle du 24 mars 2009	269
Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Dommartin-lès-Toul du 24 mars 2009	269
Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Toul du 24 mars 2009	270
Extrait de l'arrêté du 25 mars 2009 autorisant les agents et mandataires de GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux nécessaires aux études de faisabilité d'un projet de pose d'une canalisation de gaz naturel entre Cerville (Meurthe-et-Moselle) et Morelmaison (Vosges).....	270
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	271
Arrêté du 25 mars 2009 portant nomination d'un régisseur de recettes auprès de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle	271
Arrêté du 27 mars 2009 portant clôture de la régie d'avances instituée auprès de la direction départementale de la sécurité publique	272
Arrêté du 30 mars 2009 prononçant la fermeture du collège Salvador Allende sur la commune d'Auboué au 31 août 2009	272
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	273
Extrait de l'arrêté en date du 24 mars 2009 autorisant la modification des articles 2 et 11 des statuts de la communauté de communes du Pays de Briey	273
Extrait de l'arrêté du 31 mars 2009 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de Lexy - Année 2009	273
Extrait de l'arrêté du 31 mars 2009 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de Longwy - Année 2009	273
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	274
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	274
Déliberation n° 18/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 17 mars 2009	274
Déliberation n° 19/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 17 mars 2009	274
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES	274
Extrait de l'arrêté du 10 février 2009 fixant les tarifs des transports par taxis.....	274
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	276
Service systèmes d'information et moyens des services.....	276
Arrêté 2009/DDEA/SIMS/001 du 13 février 2009 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés	276
Arrêté 2009/DDEA/SIMS/002 du 13 février 2009 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics (C.I.F.P.)	277
Service agriculture, forêt, chasse	278
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/153 du 27 mars 2009 de validation du projet agricole départemental de Meurthe-et-Moselle	278
Service aménagement durable, urbanisme, risques	278
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/ADUR/013 du 26 mars 2009 ordonnant l'ouverture d'une enquête administrative et convoquant en assemblée générale les propriétaires de terrains situés à Lucey en vue de la création d'une association foncière urbaine de remembrement-aménagement autorisée dénommée "Grands Meix"	278
Commune de Domprix-Bertrameix - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/015 du 25 mars 2009 portant approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme	279
Service environnement eau et biodiversité.....	279
Arrêté du 27 mars 2009 mettant en demeure la société HYDROVALOR de mettre en conformité son installation hydroélectrique vis à vis de la réglementation en vigueur	279
SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	280
Arrêté du 17 mars 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle par intérim.....	280
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	281
Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 2 février 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Edouard GALLEGO, Inspecteur	281
Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 2 février 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Joël KLEIN, Contrôleur principal	281
Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 2 février 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Simone NAUX, Contrôleur principal.....	281
Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 20 mars 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Véronique BETSCHER, contrôleur	282
Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 20 mars 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Laurent MOUZIN, contrôleur.....	282
AUTRES SERVICES	283
RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ	283
Division des examens et concours.....	283
Extrait de l'arrêté du 26 mars 2009 relatif au recrutement d'adjoints administratifs par voie de PACTE en 2009.....	283

LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES

CABINET DU PREFET

Service interministériel de défense et de protection civile

Circulaire du 3 mars 2009 relative aux pics de pollution atmosphérique par les particules en suspension dites PM10

Circulaire du 19 mars 2009 relative à la diffusion de supports sur le dispositif O.R.S.E.C. (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile)

Bureau des affaires politiques

Circulaire du 2 mars 2009 relative à la médaille d'honneur régionale, départementale et communale - promotion du 14 juillet 2009

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des réglementations

Circulaire du 17 février 2009 relative à la surveillance des opérations funéraires et aux vacations versées pour la réalisation de ces surveillances

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Circulaire du 26 février 2009 relative aux indemnités pour le gardiennage des églises communales

Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Circulaire du 26 février 2009 relative au calendrier des fêtes légales et autorisations d'absence pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions pour l'année 2009

Circulaire du 10 mars 2009 relative aux informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2009

Circulaire du 11 mars 2009 relative à la dotation forfaitaire 2009

Circulaire du 24 mars 2009 relative à la fixation des taux d'imposition des quatre taxes locales pour 2009

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET DU PREFET***Service interministériel de défense et de protection civile***Examen de secourisme - Brevet national de moniteur des premiers secours du mardi 24 mars 2009 - Procès-verbal n° 01/2009**

13 candidats ont été reçus :

BELONY MULLER	Carole	HOLLING
BERTOLINI	Brian	NANCY
CHEVALLIER	Patrick	VERDUN
DANNENBERGER	Cécile	DESSELING
HUMBERT	Marie-Angèle	BIDING
JULLY	Céline	SARREGUEMINES
LAUGROS JEANNE	Véronique	THIONVILLE
LONSDORDER SCHNEIDER	Marie	CAPPEL
NEGRIN	André	BOULAY
SCHÄFER	Myriam	SAINT AVOLD
SCHULER REIS	Alda	KLEINBLITTERSDORF (All)
SCHULTE FERNANDEZ	Christelle	BRAS S/MEUSE
WEYANDT BOUSCHBACHER	Annette	PETITE-ROSSELLE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES*Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement***Extrait de l'arrêté du 18 mars 2009 portant désignation des membres de la commission départementale des risques naturels majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETEArticle 1^{er} : La Commission Départementale des Risques Naturels Majeurs, présidée par le Préfet ou son représentant, est composée des membres suivants :1^{er} collège

- 3 conseillers généraux, titulaires et suppléants, désignés par le conseil général,

Titulaires	Suppléants
Mme Rose-Marie FALQUE Conseillère Générale du canton de Baccarat	M. André BARBIER Conseiller Général du canton d'Haroué
M. Olivier JACQUIN Conseiller Général du canton de Thiaucourt-Regniéville	Mme Rachel THOMAS Conseillère Générale du canton de Chambley-Bussières
M. Maurice VILLAUME Conseiller Général du canton de Bayon	M. Michel MARIUZZO Conseiller Général du canton d'Audun-le-Roman

- un représentant de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,

M. Jean-François HUSSON, vice-président

- un représentant de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy,

M. Pierre FIZAIN, maire de Mexy

- 3 maires, titulaires et suppléants, proposés par l'association des maires de Meurthe-et-Moselle,

Titulaires	Suppléants
M. Christian ECKERT Député- Maire de Trieux	M. Francis HERBAYS Maire de Fillières
M. André FERRARI Maire de Cosnes-et-Romain	M. Denis BERGEROT Maire de Millery
M. Serge BOULY Maire de Laneuveville-devant-Nancy	M. Luc MARTIN Maire de Benney

- un représentant de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Meuse et de ses Affluents (EPAMA)

M. Jean-François DAMIEN, maire de Grand-Failly, délégué au comité du syndicat intercommunal de l'aménagement de la Chiers (SIAC)

2^{ème} collège

- le président de la chambre de commerce et d'industrie représenté par :

M. Jean-Luc REMY, membre titulaire de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle

- le président de la chambre départementale d'agriculture représenté par :

M. Laurent ROUYER, vice-président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle

- le président de la chambre de métiers et de l'artisanat représenté par :

M. Paul LALLEMAND, artisan électricien

- le directeur du Bureau des Recherches géologiques et minières représenté par :

M. Michel AGUILLAUME, directeur interrégional du bureau de recherches géologique et minière (BRGM)

- le président de la chambre départementale des notaires représenté par :

M. Benoît ANCEL, notaire à Nancy

- le président du centre régional de la propriété forestière représenté par :

M. François HELLUY, administrateur du centre régional de la propriété forestière (CRPF) de Meurthe-et-Moselle

- un représentant de la Mission des Sociétés d'Assurances pour la connaissance et la prévention des risques naturels,

M. Eric OHRESSER, inspecteur risques entreprises de la société MMA

- un représentant de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA),

M. Fabrice NOIROT, Secrétaire général de la FDSEA de Meurthe-et-Moselle

- un représentant de la Fédération de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques (FPPMA),

M. Jean-Claude JACQUES, Vice-président de la FPPMA de Meurthe-et-Moselle

3^{ème} collège

- un sous-préfet d'arrondissement désigné en fonction de l'actualité ou son représentant,
- le chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile ou son représentant,
- le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours ou son représentant,
- le directeur régional de l'Environnement ou son représentant,
- le directeur départemental de l'Équipement et de l'Agriculture ou son représentant,
- le chef du centre départemental de Météo France ou son représentant,
- le directeur du service de la Navigation du Nord-Est ou son représentant,
- le directeur de l'Office National des Forêts ou son représentant.

Article 2 : Les membres de la commission sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission départementale des risques naturels majeurs et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 mars 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 23 mars 2009 autorisant la création d'une zone de développement de l'éolien sur le territoire de la commune de Fillières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le potentiel éolien et les possibilités de raccordement aux réseaux électriques sont compatibles avec le développement de l'énergie éolienne dans la zone définie ;

Considérant que la protection des paysages, des monuments historiques et des sites remarquables et protégés est compatible avec le développement de l'énergie éolienne dans la zone proposée ;

Considérant que la cohérence départementale des zones de développement de l'éolien est assurée ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Une zone de développement de l'éolien est créée sur le territoire de la commune de Fillières selon le tracé annexé.

Article 2 : Les puissances installées minimale et maximale des installations produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent dans le périmètre précisé au précédent article sont respectivement de 0 mégawatt et 15 mégawatts.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune dont tout ou partie du territoire est compris dans le périmètre de la Zone de Développement de l'Eolien et des communes limitrophes à celles dont tout ou partie du territoire est compris dans le périmètre de la Zone de Développement de l'Eolien pendant un mois à compter de la date de sa réception, et prendra effet à compter de sa publication.

Ce sont les communes suivantes :

- communes limitrophes à la ZDE, soit Morfontaine, Ville-au-Montois, Joppécourt, Brehain-la-Ville, Errouville et Serrouville ;
- commune d'implantation, soit Fillières.

Article 4 : M. le Secrétaire Général, M. le Sous-Préfet de Briey, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, M. le directeur régional de l'environnement, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et M. le maire de la commune de Fillières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et qui pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Nancy, le 23 mars 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté de prescription du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation des communes de Jarville-la-Malgrange, Malzéville, Maxéville, Nancy, Saint-Max, Tomblaine du 24 mars 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Il est prescrit un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) d'inondation de la Meurthe sur le territoire des communes de Jarville-la-Malgrange, Nancy, Malzéville, Maxéville, Saint-Max et Tomblaine.

Article 2 : La direction départementale de l'équipement et de l'agriculture (DDEA) de Meurthe-et-Moselle est chargée d'instruire la procédure conformément aux dispositions du code de l'environnement susvisé.

Article 3 : La concertation relative à l'élaboration du projet se déroulera sous la forme de réunions de travail réunissant le service instructeur DDEA et les représentants des collectivités concernées. Elles feront l'objet de comptes - rendus qui seront joints au dossier d'enquête publique. Les principales étapes de l'élaboration du PPRi pourront être relayées, à l'initiative des communes dans les bulletins d'information communaux ou communautaires.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes susvisées ainsi qu' au président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy. Il sera affiché pendant au moins un mois dans les mairies de ces communes, au siège de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il fera l'objet d'une mention dans le quotidien "l'Est républicain".

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, le président de la communauté urbaine du Grand Nancy et les maires des communes susvisées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Boncourt du 24 mars 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Boncourt tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché à la mairie de Boncourt pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Boncourt, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 24 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Giraumont du 24 mars 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Giraumont tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché à la mairie de Giraumont pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Giraumont, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 24 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Chaudeney-sur-Moselle du 24 mars 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Chaudeney-sur-Moselle tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché à la mairie de Chaudeney-sur-Moselle pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Chaudeney-sur-Moselle, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, à la sous-préfecture de Toul et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le directeur du service de la navigation du Nord-Est,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 24 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Dommartin-lès-Toul du 24 mars 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Dommartin-lès-Toul tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché à la mairie de Dommartin-lès-Toul pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Dommartin-lès-Toul, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, à la sous-préfecture de Toul et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le directeur du service de la navigation du Nord-Est,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 24 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Toul du 24 mars 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Toul tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché à la mairie de Toul pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Toul, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, à la sous-préfecture de Toul et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le directeur du service de la navigation du Nord-Est,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 24 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Extrait de l'arrêté du 25 mars 2009 autorisant les agents et mandataires de GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux nécessaires aux études de faisabilité d'un projet de pose d'une canalisation de gaz naturel entre Cerville (Meurthe-et-Moselle) et Morelmaison (Vosges)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Les agents et mandataires de GRT gaz, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder à des relevés, mesures topographiques, pose de jalons éventuellement des sondages et/ou fouilles nécessaires aux études de faisabilité d'un projet de pose d'une canalisation de gaz naturel entre Cerville (Meurthe-et-Moselle) et Morelmaison (Vosges).

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées sur les communes de Aboncourt, Afracourt, Agincourt, Art-sur-Meurthe, Autrey-sur-Madon, Azelot, Battigny, Benney, Beuvezin, Bouzanville, Buissoncourt, Burthecourt-aux-Chênes, Ceintrey, Cerville, Champenoux, Chaouilley, Clerey-sur-Brenon, Courcelles, Coyviller, Crevechamps, Diarville, Dombasle-sur-Meurthe, Dommarie-Eulmont, Dommartin-sous-Amance, Essey-lès-Nancy, Etrevail, Favières, Fecocourt, Ferrières, Flavigny-sur-Moselle, Fléville-devant-Nancy, Forcelles-saint-Gorgon, Forcelles-sous-Gugney, Fraisnes-en-Sainctois, Frolois, Gelaucourt, Gellenoncourt, Gerbecourt-et-Haplemont, Goviller, Grimonviller, Gugney, Hammeville, Haraucourt, Haroué, Heillecourt, Houdelmont, Houdemont, Houdreville, Housseville, Jarville-la-Malgrange, Laître-sous-Amance, Laloeuf, Laneuvelotte, Laneuveville-devant-Nancy, Lemainville, Lenoncourt, Ludres, Lupcourt, Manoncourt-en-Vermois, Méréville, Messein, Nancy, Ogneville, Omelmont, Ormes-et-Ville, Parey-Saint-Cesaire, Pierreville, Praye, Pulligny, Pulney, Pulnoy, Quevilloncourt, Remeréville, Richardménil, Rosières-aux-Salines, Saffais, Saint-Firmin, Saint-Nicolas-de-Port, Saint-Remimont, Saulxures-lès-Nancy, Saxon-Sion, Seichamps, Sommerviller, Tantonville, Thélod, They-sous-Vaudémont, Thorey-Lyautey, Tomblaine, Tonnoy, Tramont-Emy, Tramont-Lassus, Tramont-Saint-André, Vandeleuille, Vandoeuvre-lès-Nancy, Varangéville, Vaudémont, Vaudeville, Velaine-zous-Amance, Velle-sur-Moselle, Vézelize, Vigneulles, Ville-en-Vermois, Vitrey, Voinemont, Vroncourt, Xeulley, Xirocourt.

Article 2 : Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Article 3 : L'introduction des agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1892 modifiée, soit :

pour les propriétés closes autres que les maisons d'habitation, à l'expiration d'un délai de cinq jours à compter de la notification individuelle du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. A défaut de gardien connu demeurant dans la commune, le délai ne courra qu'à partir de la notification faite en mairie.

pour les propriétés non closes : à l'expiration d'un délai d'affichage de dix jours en mairie.

Article 4 : Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Article 5 : Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de GRT gaz. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

Article 6 : Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

Article 7 : Mesdames et messieurs les maires des communes citées à l'article 1^{er}, monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

Article 8 : Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa prise.

Article 9 : Il devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans les communes citées à l'article 1^{er}.

Article 10 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 11 : Le Secrétaire général de la préfecture, MM. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le Sous-Préfet de Lunéville, le Sous-Préfet de Toul, les maires des communes de Aboncourt, Affracourt, Agincourt, Art-sur-Meurthe, Autrey-sur-Madon, Azelot, Battigny, Benney, Beuvezin, Bouzanville, Buissoncourt, Burthecourt-aux-Chênes, Ceintrey, Cerville, Champenoux, Chaouilley, Clérey-sur-Brenon, Courcelles, Coyviller, Crévéchamps, Diarville, Dombasle-sur-Meurthe, Dommarie-Eulmont, Dommartin-sous-Amance, Essey-lès-Nancy, Etrevail, Favières, Férocourt, Ferrières, Flavigny-sur-Moselle, Fléville-devant-Nancy, Forcelles-Saint-Gorgon, Forcelles-sous-Gugney, Fraignes-en-Sainois, Frolois, Gélaucourt, Gellenoncourt, Gerbecourt-et-Haplemont, Goviller, Grimonviller, Gugney, Hammeville, Haraucourt, Haroué, Heillecourt, Houdelmont, Houdemont, Houdreville, Housseville, Jarville-la-Malgrange, Laître-sous-Amance, Laloef, Laneuvelotte, Laneuveville-devant-Nancy, Lemainville, Lenoncourt, Ludres, Lupcourt, Manoncourt-en-Vermois, Méréville, Messein, Nancy, Ogneville, Omelmont, Ormes-et-Ville, Parey-Saint-Cesaire, Pierreville, Praye, Pulligny, Pulney, Pulnoy, Quevilloncourt, Remeréville, Richardménil, Rosières-aux-Salines, Saffais, Saint-Firmin, Saint-Nicolas-de-Port, Saint-Remimont, Saulxures-lès-Nancy, Saxon-Sion, Seichamps, Sommerviller, Tantonville, Thélod, They-sous-Vaudémont, Thorey-Lyautey, Tomblaine, Tonnoy, Tramont-Emy, Tramont-Lassus, Tramont-Saint-André, Vandeleuille, Vandoeuve-lès-Nancy, Varangéville, Vaudémont, Vaudeville, Velaine-sous-Amance, Velle-sur-Moselle, Vézelize, Vigneulles, Ville-en-Vermois, Vitrey, Voinémont, Vroncourt, Xeulley, Xirocourt et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au :

directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

directeur de GRT gaz.

Nancy, le 25 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières

Arrêté du 25 mars 2009 portant nomination d'un régisseur de recettes auprès de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-070 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 fixant le seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté interministériel du 9 août 2002 habilitant les préfets à instituer des régies de recettes auprès des fédérations départementales des chasseurs ;

VU l'instruction codificatrice 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mai 2005 instituant une régie de recettes auprès de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 mai 2005 nommant M. Roméo RIEDER régisseur de recettes ;

VU la demande présentée par la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle en vue de la nomination d'un nouveau régisseur ;

VU l'avis émis par Monsieur le Trésorier Payeur Général le 17 mars 2009 relatif à la nomination de Mademoiselle ANDREANI Claudie en qualité de régisseur de recettes ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Mademoiselle ANDREANI Claudie, agent de bureau à la fédération départementale des chasseurs, est nommée, à compter du 1^{er} avril 2009, régisseur des recettes auprès de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle pour l'encaissement des redevances prévues à l'article R223-35 du code rural, et des cotisations fédérales.

Article 2 : Mademoiselle ANDREANI Claudie tiendra une comptabilité de la régie conformément aux dispositions de l'instruction codificatrice n° 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993, et versera ses recettes au minimum deux fois par semaine sur le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie à la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : L'arrêté préfectoral du 6 mai 2005 portant même objet est abrogé.

Article 4 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Mademoiselle ANDREANI Claudie et Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mademoiselle ANDREANI Claudie et dont une ampliation, comportant les échantillons de sa signature, sera adressée à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Arrêté du 27 mars 2009 portant clôture de la régie d'avances instituée auprès de la direction départementale de la sécurité publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-070 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mars 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs ;

VU l'arrêté interministériel du 20 juillet 1992, fixant le seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des services actifs territoriaux de police ;

VU l'instruction codificatrice 93-75-A.B.K.O.P.R. du 19 juin 1993, relative aux régies d'avances et aux régies de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1994, ensemble les arrêtés modificatifs des 25 mars 1994, 30 décembre 1994 et 31 janvier 1996, instituant une régie auprès de la direction départementale de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2001 portant nomination de Madame Anne-Marie LEBLAY en qualité de régisseur d'avances de la direction départementale de la sécurité publique ;

VU la proposition du 17 mars 2009 de Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique de clôturer définitivement la régie d'avances et de mettre ainsi fin aux fonctions de régisseur d'avances de Madame Anne-Marie LEBLAY ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La régie d'avance instituée auprès de la DDSP est clôturée à compter du 31 mars 2009, date à laquelle Monsieur le trésorier payeur procèdera à l'arrêté des comptes.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le trésorier payeur général et Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Anne-Marie LEBLAY.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Arrêté du 30 mars 2009 prononçant la fermeture du collège Salvador Allende sur la commune d'Auboué au 31 août 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, modifiée ;

Vu la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'État et les collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 85-348 du 20 mars 1985 relatif à l'entrée en vigueur des transferts de compétence en matière d'enseignement ;

Vu le décret n° 85-924 du 30 août 1985, relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le code de l'Éducation et notamment les articles L 213-3 et 6, L421-1 et 19 ;

Vu la circulaire interministérielle du 9 mai 1989 relative d'une part à la désaffectation et d'autre part aux changements d'utilisation, sans désaffectation préalable, des biens des écoles élémentaires, des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spécialisée, des écoles de formation maritime et aquacole et des établissements d'enseignement agricole visés à l'article L 815-1 du code rural ;

Vu le conseil d'administration extraordinaire du collège en date du 14 novembre 2008 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale du 8 décembre 2008

Vu la délibération du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle le 16 décembre 2008 relative à la désaffectation du collège d'Auboué et arrêtant la nouvelle sectorisation du collège de Joëuf ;

Considérant la demande de désaffectation présentée par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 12 février 2009 ;

Vu l'avis de M. l'Inspecteur d'Académie en date du 25 mars 2009 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

Article 1^{er} : A compter du 31 août 2009, la fermeture du collège Salvador Allende d'AUBOUÉ, immatriculé sous le n° RNE 054 0084Y, est prononcée.

Article 2 : Les biens immeubles de ce collège sont désaffectés à compter de cette même date.

Article 3 : La reprise de l'actif et du passif, des droits et des obligations, fera l'objet d'un règlement par arrêté préfectoral ultérieur.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. l'Inspecteur d'Académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à :

-M. le Président du Conseil Général,

-M. le Maire d'Auboué,

-M. le Sous-Préfet de Briey.

Nancy, le 30 mars 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Extrait de l'arrêté en date du 24 mars 2009 autorisant la modification des articles 2 et 11 des statuts de la communauté de communes du Pays de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

A R R E T E

Article 1^{er} : La modification des statuts de la communauté de communes du Pays de Briey est autorisée comme suit :

« Article 2

Compétences optionnelles

A – Protection et mise en valeur de l'environnement

* Opérations d'information et d'incitation des publics concernant au minimum deux communes et visant à assurer :

- la préservation de l'environnement,

- la réhabilitation et la mise en valeur des paysages naturels, ruraux et urbains du territoire intercommunal.

La communauté de communes pourra mettre en place des aides financières dans le cadre de ces opérations.

* La communauté de communes favorisera le développement sur son territoire de projets visant à produire de l'énergie à partir de sources renouvelables tels que l'éolien, le photovoltaïque solaire, la géothermie, le bois, la biomasse et autres. »

« Article 11

Les recettes du budget de la communauté de communes du Pays de Briey comprennent notamment :

.....

- la taxe professionnelle de zone le cas échéant, dont notamment la taxe professionnelle éolienne.

..... »

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du Pays de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 24 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet,

Philippe RONSSIN

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

Extrait de l'arrêté du 31 mars 2009 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de Lexy - Année 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il y a lieu de faciliter l'exercice du droit de vote en créant plusieurs bureaux de vote dans certaines communes,

A R R E T E

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 9 septembre 2008 est modifié comme suit :

LEXY :

Dans 4 bureaux :

1er bureau : Foyer Municipal – 6 rue Maréchal Foch

2ème bureau : Centre de Loisirs – 10 rue Maréchal Foch

3ème bureau : Foyer des Anciens – 19 rue Alexandre Gauche

4ème bureau : Ecole Jean Macé (bâtiment Studal) – rue de Longwy

Article 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. le Maire de LEXY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 31 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet,

Philippe RONSSIN

Extrait de l'arrêté du 31 mars 2009 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de Longwy - Année 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il y a lieu de faciliter l'exercice du droit de vote en créant plusieurs bureaux de vote dans certaines communes,

A R R E T E

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 9 septembre 2008 est modifié comme suit :

LONGWY :

Dans 11 bureaux :

1er bureau : Hôtel de ville LONGWY Bas (1)

2ème bureau : Hôtel de ville LONGWY Bas (2)

3ème bureau : « Point Jeunes » rue de la Manutention

4ème bureau : Annexe de la Mairie à LONGWY Haut

5ème bureau : Foyer des personnes âgées « Les Remparts »

6ème bureau : Foyer des personnes âgées « les Remparts » gauche

7ème bureau : Salle des sports de l'école maternelle Chadelle (1)

8ème bureau : Salle des sports de l'école maternelle Chadelle (2)

9ème bureau : Ecole maternelle Bel Arbre

10ème bureau : Salle des fêtes

11ème bureau : Ecole primaire du Pulventeux

Article 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. le Maire de LONGWY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 31 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet,

Philippe RONSSIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibération n° 18/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 17 mars 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de L'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.1622-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie,

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la clinique Ambroise Paré à Thionville le 5 mars 2007,

Considérant les conclusions positives de la visite sur site réalisée le 03 mars 2009 pour la reconnaissance de l'activité d'une unité de surveillance continue,

D E C I D E

Article 1^{er} : D'approuver les clauses de l'avenant n°2 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la clinique Ambroise Paré à Thionville, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de surveillance continue.

Article 2 : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures des départements de la Meurthe et Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 17 mars 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Délibération n° 19/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 17 mars 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de L'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu la circulaire n°D.H.O.S./O2/F2/2009/23 du 22 janvier 2009 relative au financement par le fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.) du plan d'amélioration de la sécurité des établissements ayant une autorisation en psychiatrie,

Considérant l'avis de la Commission exécutive du 17 mars 2009,

D E C I D E

D'approuver la répartition de crédits alloués aux établissements suivants conformément à la répartition proposée :

- Centre Hospitalier Saint Nicolas de Port
- Centre Psychothérapique Nancy Laxou
- Hôpitaux Privés de Metz
- Centre Hospitalier Spécialisé Jury
- Centre Hospitalier Briey
- Centre Hospitalier Régional Metz Thionville
- Centre Hospitalier Spécialisé Lorquin
- Maison de Santé Sainte Marguerite Novéant
- Centre Hospitalier Verdun
- Centre Hospitalier Spécialisé Fains Veel
- Centre Hospitalier Spécialisé Sarreguemines
- Centre Hospitalier Universitaire Nancy
- C.H.S. de Ravenel à Mirecourt

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer un avenant au C.P.O.M. mentionnant la nature et l'objet de la subvention, le montant total des dépenses engagées et le montant de la subvention.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures des départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 17 mars 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES

Extrait de l'arrêté du 10 février 2009 fixant les tarifs des transports par taxis

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} : A compter de la publication du présent arrêté, les tarifs maxima applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle pour le transport de personnes par taxis sont fixés comme suit, T.V.A. comprise, quel que soit le nombre de places que la voiture comporte et que celles-ci soient toutes occupées ou non :

- Prise en charge : 2,40€

- Indemnité d'heure d'attente ou de marche lente : 16,70€, soit une chute de 0,10€ toutes les 21,56 secondes.

- Tarifs kilométriques pour une valeur de chute de 0,10€

Désignation au compteur	Tarif applicable au km	Valeur de la chute	Distance parcourue pendant une chute
A	0,73 €	0,10 €	136,99 m
B	1,10 €	0,10 €	90,91 m
C	1,46 €	0,10 €	68,49 m

D	2,20 €	0,10 €	45,45 m
---	--------	--------	---------

Courses de petite distance : le tarif minimum, suppléments inclus, susceptible d'être perçu pour une course est fixé à 6,00 euros.

Article 2 :

- a) Tarif A (jour)) Transport avec départ à vide et retour chargé
- Tarif B (nuit)) à la station
- b) Tarif C (jour)) Transport avec départ chargé et retour à vide
- Tarif D (nuit)) à la station

Dans les deux cas, le compteur ne doit être mis en service qu'au moment de la prise en charge effective du client.

c) Transports sur appels :

Pour les transports sur appels, le compteur doit être mis en service dès le départ de la station et aux conditions suivantes :

- départ de la station au lieu de prise en charge : Tarif A (jour) ou B (nuit)
- après prise en charge du client :
 - 1 - Si l'itinéraire en charge coïncide intégralement avec le retour à la station : application des tarifs A ou B.
 - 2 - Si l'itinéraire en charge coïncide pour partie avec l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs A ou B jusqu'à la station puis application des tarifs C (jour) ou D (nuit) pour le reste du parcours.
 - 3 - Si l'itinéraire en charge est différent de l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs C ou D.

Article 3 : MODALITES D'APPLICATION DES TARIFS

- La prise en charge comprend en franchise un parcours équivalent à la valeur d'une chute au compteur.
- Les tarifs de nuit sont applicables de 19 heures à 7 heures.
- Les dimanches et jours fériés, les tarifs B et D ci-dessus sont pratiqués de 7 heures à 19 heures.
- Pour toute course dont une partie est effectuée pendant les heures de jour et l'autre partie pendant les heures de nuit, il sera fait application du tarif « jour » pour la fraction effectuée le jour et du tarif « nuit » pour la fraction effectuée aux heures de nuit.

Article 4 : SUPPLEMENTS

Les seuls suppléments pouvant être demandés sur le prix de la course sont les suivants :

- 4ème personne adulte : 1,00 €
- Transport d'animaux : 0,50 €
- Petits bagages pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,60 € (forfait)
- Bicyclettes, voitures d'enfants, malles, skis ou autres colis ne pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,70 € par colis.

Aucun supplément ne peut être perçu pour les bagages pouvant être transportés sur les genoux des voyageurs.

Hormis le cas prévu à l'article 88 de la loi n° 87-588 modifiée du 30 juillet 1987 (chiens d'aveugles), les professionnels ont la faculté de refuser de prendre en charge tout animal dans leurs véhicules ; dans ce cas, ils ne devront pas assurer la publicité de ce service.

Article 5 : A titre de mesure accessoire, toutes les voitures de place dites « TAXIS » doivent être pourvues d'un compteur horokilométrique à quatre tarifs conçu pour la lecture directe du prix des courses et d'un dispositif extérieur lumineux, répétiteur de tarifs suivant la réglementation spécifique régissant cette activité. Ces appareils seront conformes à la réglementation en vigueur et feront l'objet des vérifications périodiques nécessaires.

Ce compteur ne doit être déclenché au départ de la station, ou éventuellement en cours de route, que dans les conditions définies au présent arrêté.

Tout changement de tarifs pendant la course doit être signalé à la clientèle.

Article 6 : Pour faire procéder à la mise à jour de leurs compteurs, les professionnels disposent d'un délai de deux mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pendant ce délai et sur justification que le compteur ne porte pas encore la lettre « W » de couleur VERTE (différente des positions tarifaires et d'une hauteur minimale de 10 mm) indiquant qu'il a été transformé, ils devront, pour percevoir une hausse de 3,2 % correspondant à l'augmentation des tarifs, utiliser un tableau de concordance qui sera affiché à l'intérieur du véhicule de façon à être lisible et visible de la clientèle.

Après ce délai, la somme à régler sera celle inscrite au compteur majoré éventuellement des suppléments pour bagages, transport de la 4^{ème} personne adulte et transport d'animal.

Article 7 : Un extrait des tarifs devra être affiché dans chaque véhicule de manière parfaitement visible et lisible du client.

De plus, une information par voie d'affichette apposée de la même manière à bord du taxi devra indiquer à la clientèle les conditions d'application de la prise en charge dans les termes suivants :

« Quel que soit le montant inscrit au compteur, la somme perçue par le chauffeur ne peut être inférieure à 6,00€, suppléments compris ».

Article 8 : La remise de note devra être assurée conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel n° 83-50/A du 3 octobre 1983 publié le 4 octobre 1983 au bulletin officiel des services des prix.

Article 9 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la législation en vigueur.

Article 10 : Cessent d'être applicables les dispositions de l'Arrêté Préfectoral du 5 mars 2008.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au colonel, commandant le groupement de Meurthe-et-Moselle,
- au directeur des archives départementales.

Nancy, le 10 février 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document considéré comme utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE*Service systèmes d'information et moyens des services***Arrêté 2009/DDEA/SIMS/001 du 13 février 2009 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés**

Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992,

Vu le décret n° 90-232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce n° 904-21 intitulé « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement », modifié par le décret 98-682 du 30 juillet 1998,

Vu le décret n° 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des direction départementales de l'agriculture et de la forêt,

Vu les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n° 2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements,

Vu le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics,

Vu les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués :

- du 21 décembre 1982, modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement des transports,

- du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement,

- du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports,

- du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville,

- du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale,

- du 2 mai 2002 pour le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche

Vu le décret n° 2008-1234 du 27 novembre 2008 relatif à la fusion des directions départementales de l'équipement et des directions départementales de l'agriculture et de la forêt dans certains départements,

Vu l'arrêté préfectoral n° DDES/2008/01 du 8 décembre 2008 portant création de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté conjoint du Ministre d'Etat, Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, en date du 12 décembre 2008, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er janvier 2009,

Vu l'arrêté préfectoral n° OSD0812 du 12 janvier 2009, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu l'organigramme du service,

ARRETE

Article 1 : La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché ;

- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Messieurs Yves ROYER, directeur adjoint et Daniel MORLON, adjoint aux directeurs ;

- la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

- la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

- la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Messieurs Yves ROYER, directeur adjoint, Daniel MORLON, adjoint aux directeurs et à Monsieur Bernard GANNE, chargé du service « systèmes d'information et moyens des services », à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire d'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service désignés ci-dessous :

- Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » ;

- Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité » ;

- Madame Bernadette CLAVEL, chargée du service « ressources humaines » ;

- Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « expertise, ingénierie et constructions durables » ;

- Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » ;

- Monsieur Karim MIKSA, chargé du Service « habitat » ;

- Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les engagements comptables ou demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,

- les engagements juridiques.

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes, désignées ci-dessous :

- Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service « systèmes d'information et moyens des services », pour les dépenses de fonctionnement,

- Monsieur Loïc VANNIER, responsable de l'unité « CSM gestion financière », pour les dépenses de personnel,

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les engagements juridiques.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite de :

50 000 euros HT par commande pour :

- Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame Véronique CARPENTIER, chargée de l'unité « sécurité routière » ou Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet

10 000 euros HT par commande pour :

- Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité « systèmes d'information » ;
- Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux » ;
- Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ;
- Monsieur Thierry GUYOT, chargé de l'unité « constructions publiques 1 » ;
- Madame Angélique MASSON, chargée de l'unité « communication » ;
- Monsieur Christian SAUGET, Chargé de l'unité « constructions publiques 2 » ;
- Madame Chantal SPYCHALA, chargée de l'unité « gestion de proximité »

Article 6 : Sur proposition des subdélégués désignés aux articles 2 et 3, subdélégation de signature est donnée aux agents désignés à l'annexe 2, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués.

Article 7 : Subdélégation de signature à Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service « systèmes d'information et moyens des services », responsable d'unité comptable, à l'effet de signer :

Pour les opérations comptables relevant des BOP « Écologie – développement durable » :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement

Pour les opérations comptables relevant des BOP « Agriculture et Pêche » :

- les engagements comptables et les pièces d'ordonnancement de dépenses et de recette de toute nature adressées à la Trésorerie Générale

En son absence, la subdélégation est donnée à Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux », ou à Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité « systèmes d'information » ;

Article 8 : Subdélégation de signature est donnée aux responsables d'unités comptables, désignés ci-dessous à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement,

Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ou, en cas d'absence ou d'empêchement, à Madame Isabelle THOMAS, chargée de l'unité « infrastructures aéronautiques » ou à Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service « systèmes d'information et moyens des services » ;

Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en son absence, à Madame Véronique CARPENTIER, chargée de l'unité « sécurité routière » ou à Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet

Article 9 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Article 10 : Le présent arrêté abroge et remplace les délégations DDE2008-04 du 1er septembre 2008 et DDAF n°3 du 6 septembre 2006 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 13 février 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Arrêté 2009/DDEA/SIMS/002 du 13 février 2009 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics (C.I.F.P.)

Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

Vu l'arrêté conjoint du Ministre d'État, Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, en date du 12 décembre 2008, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er janvier 2009 ;

Vu l'arrêté SGAR n° 2009-45 du 29 janvier 2009 de Monsieur le Préfet de la région Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, relative à la gestion des Unités Opérationnelles du Centre Interrégional de Formation Professionnelle (C.I.F.P.) de Pont-à-Mousson et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses s'y rattachant, sous réserve des limitations figurant à l'article 4 du même arrêté ;

Vu l'arrêté SGAR n° 2009-46 du 29 janvier 2009 de Monsieur le Préfet de la région Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, pour l'exercice des attributions de la personne chargée de la mise en œuvre des procédures de marchés, sous réserve de la limitation figurant à l'article 2 du même arrêté ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2003 nommant Monsieur Marcel KONIECZNY, Directeur du CIPF de Nancy - Pont-à-Mousson ;

Vu l'organigramme du service ;

A R R E T E

Article 1 : La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché ;
- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Messieurs Yves ROYER, directeur adjoint et Daniel MORLON, adjoint aux directeurs ;

- la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

- la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

- la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Marcel KONIECZNY, Directeur du Centre Interrégional de Formation Professionnelle (CIFP) de NANCY ou, en son absence, à Madame Karine DAL CANTON, directrice adjointe, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée à :

- Madame Karine DAL CANTON, directrice adjointe du Centre Interrégional de Formation Professionnelle (CIFP) de NANCY

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagement transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent

- les engagements juridiques.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée à :

- Madame Anne LEFRANC, responsable du pôle « modernisation » exerçant les fonctions de Secrétaire Générale du CIFP de Nancy ;

- Madame Monique LORENZETTO, responsable du pôle « management, vie des services » ;

- Madame Danièle ROBERT, responsable du pôle « Territoires » ;

- Madame Emmanuelle ROEHRIG, responsable du pôle « Parcours professionnel » ;

- Monsieur Claude THIEBAUT, responsable du pôle « Techniques » ;

à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences les engagements juridiques dans la limite de 10 000 € HT par commande.

Article 5 : Sur proposition des subdélégués désignés aux articles 2 et 3, subdélégation de signature est donnée aux agents désignés à l'annexe 2, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués.

Article 6 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Anne LEFRANC, responsable d'unité comptable, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne LEFRANC, la délégation de signature qui lui est confiée sera exercée par Madame Karine DAL CANTON, directrice adjointe du CIFP.

Article 7 : La signature des agents habilités par la présente décision est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le présent arrêté abroge et remplace la délégation CIFP2008-02 du 1er août 2008 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 13 février 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/153 du 27 mars 2009 de validation du projet agricole départemental de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : Le projet agricole départemental de Meurthe-et-Moselle est approuvé.

Article 2 : Le projet agricole départemental détermine les priorités de la politique d'orientation des productions et d'aménagement des structures d'exploitation au niveau départemental. Il fera l'objet d'un suivi régulier et sa mise en oeuvre sera examinée chaque année en commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie dans sa formation plénière.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 mars 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/ADUR/013 du 26 mars 2009 ordonnant l'ouverture d'une enquête administrative et convoquant en assemblée générale les propriétaires de terrains situés à Lucey en vue de la création d'une association foncière urbaine de remembrement-aménagement autorisée dénommée "Grands Meix"

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Il sera procédé à une enquête administrative sur le projet de création d'une association foncière urbaine autorisée ayant pour objet le remembrement de terrains situés sur la commune de LUCEY, lieudit "les Grands Meix", ainsi que toutes les opérations, travaux s'y rattachant en vue du remembrement et de la viabilisation des parcelles, tel qu'il ressort du dossier mis à l'enquête.

Article 2 - Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur :

Monsieur Jacques KREBS
demeurant 6 rue Voltaire
54520 LAXOU

Tél. 03 83 52 45 64 / ou 03 83 28 27 63

Monsieur le commissaire-enquêteur siégera à la mairie de LUCEY.

Article 3 - Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre destiné à recevoir les observations, soit des propriétaires compris dans le périmètre, soit de tous les autres intéressés, seront déposés à la mairie de LUCEY pendant 20 jours au moins, soit :

du mardi 14 avril 2009 au mardi 5 mai 2009 inclus

aux heures de permanence de la mairie de LUCEY, à savoir :

- le mardi de 15h à 19 h

- le vendredi de 10h à 12h

Article 4 - A la suite du calendrier fixé ci-dessus, le commissaire-enquêteur recevra à la mairie de LUCEY, pendant trois jours consécutifs :

les 5, 6 et 7 mai 2009 de 17h à 19 h en mairie,

les déclarations des intéressés sur l'utilité du remembrement prévu.

Article 5 - Après avoir clos et signé le registre de ces déclarations, le commissaire-enquêteur le transmettra immédiatement au préfet, avec son avis motivé et avec les autres pièces qui ont servi de base à l'enquête.

Article 6 - Sont convoqués en assemblée générale :

le lundi 15 juin 2009 à 20h30 en mairie de LUCEY

les propriétaires dont les noms figurent sur l'état parcellaire annexé au présent arrêté.

Article 7 - Monsieur François FORIN, maire de LUCEY, est nommé président de cette assemblée générale.

Article 8 - Les propriétaires qui n'auraient pas formulé leur opposition par écrit avant l'assemblée générale ou par vote à cette assemblée, seront considérés comme favorables à la création de l'association, conformément à l'article 13 de l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

Article 9 - Le présent arrêté sera affiché dans la commune de LUCEY à la principale porte de la mairie ainsi qu'aux autres endroits apparents et fréquentés du public désignés par arrêté municipal. Un extrait dudit arrêté indiquant notamment les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête, le lieu et le dépôt des pièces et du registre destiné à recevoir les observations, le nom, le siège et les jours du commissaire-enquêteur, la date, l'heure et le lieu de la réunion de l'assemblée générale et précisant les conséquences de l'abstention des intéressés sera, en outre, inséré dans le journal.

Article 10 - Indépendamment de ces affichages et de cette insertion, notification écrite du dépôt des pièces et de la date de convocation de l'assemblée générale des intéressés sera faite à chacun des propriétaires ou présumés tels dans les conditions fixées par l'article 9 du décret 2006-504 du 3 mai 2006 au plus tard dans les 5 jours qui suivront l'ouverture de l'enquête.

Article 11 - Mention du présent arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

Article 12 - M. le secrétaire général, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, M. le maire de Lucey et M. le commissaire-enquêteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Commune de Domprix-Bertrameix - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/015 du 25 mars 2009 portant approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1 : La carte communale de DOMPRIX-BERTRAMEIX qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/5 000^e,
- un plan de zonage au 1/2 000^e (DOMPRIX),
- un plan de zonage au 1/2 000^e (BERTRAMEIX),
- liste et plan de servitudes au 1/5 000^e,
- un plan de l'eau potable au 1/2 000^e (DOMPRIX),
- un plan de l'eau potable au 1/2 000^e (BERTRAMEIX),
- un plan de l'assainissement au 1/1 000^e (DOMPRIX),
- un plan de l'assainissement au 1/1 000^e (BERTRAMEIX)

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie ainsi qu'au siège de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : En vertu de l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres au nom de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres.

L'assistance technique des services de l'État en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L. 422-8 du code de l'urbanisme.

Article 5 : Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le Maire de DOMPRIX-BERTRAMEIX et le Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 25 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Service environnement eau et biodiversité

Arrêté du 27 mars 2009 mettant en demeure la société HYDROVALOR de mettre en conformité son installation hydroélectrique vis à vis de la réglementation en vigueur

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la directive communautaire n°2000/60 du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique dans le domaine de l'eau ;

Vu le code de l'environnement, et notamment les livres II et IV ;

Vu la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie électrique ;

Vu le SDAGE Rhin-Meuse ;

Vu le décret n°91-327 du 25 mars 1991 portant classement des cours d'eau au titre des poissons migrateurs ;

Vu l'arrêté du 27 avril 1995 fixant la liste des espèces migratrices dans les cours d'eau classés au titre des poissons migrateurs ;

Vu l'arrêté du 10 janvier 1989, portant règlement d'eau de l'usine de la platinerie située sur La Crusnes à Longuyon ;

Vu le courrier du service police de l'eau du 11 mars 2008 validant le projet de passe à poissons ;

Vu le rapport de constat du 20 mai 2008 de la microcentrale « la platinerie », de la société HYDROVALOR (pétitionnaire) à Longuyon, établi par M. CAMBERLIN, technicien supérieur de l'ex Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle, constatant que les travaux de réalisation du dispositif de circulation piscicole ne sont pas commencés ;

Vu le courrier du service police de l'eau du 15 septembre 2008, rappelant la réglementation au pétitionnaire ;

Vu le courrier du 13 février 2009, de transmission au pétitionnaire, du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Vu la réponse du pétitionnaire en date du 2 mars 2009 ;

Considérant que les arguments avancés par le pétitionnaire ne sont pas recevables compte tenu des délais qui lui ont déjà été laissés pour réaliser son dossier de financement ;
Considérant qu'en application des textes susvisés, la mise en place d'un dispositif de circulation piscicole est rendu obligatoire au plus tard le 27 avril 2000 ;
Considérant que l'ouvrage n'est à ce jour, toujours pas équipé d'un dispositif permettant la montaison ou la dévalaison des espèces piscicoles ;
Considérant que la société HYDROVALOR n'a pas déposé de dossier au titre des articles L.216-1 à 6 du code de l'environnement préalable à la réalisation des travaux dans le lit mineur de cours d'eau, nécessaire à la construction d'une passe à poissons ;
Considérant qu'en ne respectant pas la réglementation en vigueur, la société HYDROVALOR porte atteinte aux milieux naturels et notamment aux espèces migratrices ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : Objet de l'arrêté

La société Hydrovalor est mise en demeure de :

- a) déposer un dossier de déclaration au titre du code de l'environnement relatif aux travaux dans le lit mineur de La Crusnes pour la réalisation de l'ouvrage de circulation piscicole ;
- b) d'assurer la circulation piscicole (montaison et dévalaison) et le débit réservé correspondant à 1/10° du module soit 310 l/s ;

Article 2 : Délais

La société Hydrovalor est tenue de respecter les dispositions de l'article 1a) dans un délai de deux semaines à compter de la notification du présent arrêté, et les dispositions de l'article 1b) au plus tard le 31 octobre 2009.

Article 3 : Sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté et notamment des délais fixés et indépendamment des sanctions pénales auxquelles s'expose l'exploitant, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues aux articles L.216-1 du code de l'environnement concernant :

- la consignation d'une somme correspondant à l'estimation des travaux à réaliser,
- la réalisation d'office aux frais du pétitionnaire des mesures prescrites, c'est à dire la mise en place d'une passe à poissons, d'un dispositif de dévalaison et de restitution du débit réservé,
- la suspension de l'exploitation de l'installation jusqu'à exécution des conditions imposées,
- la suspension du contrat de rachat de l'énergie produite.

Article 4 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Autres réglementations

Les obligations faites à la société Hydrovalor par le présent arrêté ne sauraient exonérer celui-ci de solliciter les autorisations éventuellement nécessaires au titre d'autres législations.

Article 6 : Publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société Hydrovalor par lettre recommandée avec accusé réception.

En vue de l'information des tiers, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; une copie sera déposée en mairie de Longuyon et pourra y être consultée.

Une copie sera affichée dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

Article 7 : Recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois dans les conditions prévues à l'article L.514-6 du code de l'environnement ; elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services dans les mêmes conditions de délai.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le maire de la commune de Longuyon, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle (service environnement eau et biodiversité) et le chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera transmise pour information au directeur régional de l'environnement de Lorraine et au Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Bassin Ferrifère.

Nancy, le 27 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté du 17 mars 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle par intérim

Le chef de service

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

Vu le décret n°79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture, ensemble les textes visés par ce décret, modifié par le décret n°96-492 du 4 juin 1996,

Vu le courrier du ministère de la culture et de la communication demandant à M. Alexander ENTZER d'assurer l'intérim du chef de service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle en date du 18 février 2009,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009.BMSSE.11 en date du 10 mars 2009 portant délégation de signature à M. Alexander ENTZER, chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de Meurthe-et-Moselle par intérim, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er - En application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2009.BMSSE.11 en date du 10 mars 2009 accordant délégation de signature à M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle par intérim, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, à l'agent suivant :

- M. Philippe ALLEE, ingénieur des services culturels, adjoint au chef de service.

Article 2 - Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 17 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine par intérim,
Alexander ENTZER

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 2 février 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Edouard GALLEGRO, Inspecteur

La soussignée Solange OSETE, Trésorier de Pont-à-Mousson déclare constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur Edouard GALLEGRO, inspecteur, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Pont-à-Mousson, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération. En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Pont-à-Mousson, entendant ainsi transmettre à Monsieur GALLEGRO tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés. Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Edouard GALLEGRO
Inspecteur

Signature du mandant
Solange OSETE
Trésorier principal, Chef de poste

le cas échéant,

donner délégation à Monsieur Edouard GALLEGRO, Inspecteur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Edouard GALLEGRO
Inspecteur

Signature du délégant
Solange OSETE
Trésorier principal

Pont-à-Mousson, le 2 février 2009

Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 2 février 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Joël KLEIN, Contrôleur principal

La soussignée Solange OSETE, Trésorier de Pont-à-Mousson déclare constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur Joël KLEIN, contrôleur principal, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Pont-à-Mousson, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération. En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Pont-à-Mousson, entendant ainsi transmettre à Monsieur KLEIN tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés. Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Joël KLEIN
Contrôleur principal

Signature du mandant
Solange OSETE
Trésorier principal, Chef de poste

le cas échéant,

donner délégation à Monsieur Joël KLEIN, Contrôleur principal, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Joël KLEIN
Contrôleur principal

Signature du délégant
Solange OSETE
Trésorier principal

Pont-à-Mousson, le 2 février 2009

Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 2 février 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Simone NAUX, Contrôleur principal

La soussignée Solange OSETE, Trésorier de Pont-à-Mousson déclare constituer pour son mandataire spécial et général Madame Simone NAUX, contrôleur principal, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Pont-à-Mousson, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération. En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Pont-à-Mousson, entendant ainsi transmettre à Madame NAUX tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Simone NAUX
Contrôleur principal

Signature du mandant
Solange OSETE
Trésorier principal, Chef de poste

le cas échéant,

donner délégation à Madame Simone NAUX, Contrôleur principal, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Simone NAUX
Contrôleur principal

Signature du délégant
Solange OSETE
Trésorier principal

Pont-à-Mousson, le 2 février 2009

Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 20 mars 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Véronique BETSCHER, contrôleur

La soussignée Solange OSETE, Trésorier de Pont-à-Mousson

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général, Madame Véronique BETSCHER, contrôleur,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la trésorerie de Pont-à-Mousson, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Pont-à-Mousson, entendant ainsi transmettre à Mme Véronique BETSCHER, tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Véronique BETSCHER
Contrôleur

Signature du mandant
Solange OSETE
Trésorier principal, Chef de poste

le cas échéant,

donner délégation à Mme Véronique BETSCHER, Contrôleur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Véronique BETSCHER
Contrôleur

Signature du délégant
Solange OSETE
Trésorier principal

Pont-à-Mousson, le 20 mars 2009

Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 20 mars 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Laurent MOUZIN, contrôleur

La soussignée Solange OSETE, Trésorier de Pont-à-Mousson

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général M. Laurent MOUZIN, contrôleur,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la trésorerie de Pont-à-Mousson, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Pont-à-Mousson, entendant ainsi transmettre à M...Laurent MOUZIN tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Laurent MOUZIN
Contrôleur

Signature du mandant
Solange OSETE
Trésorier principal, Chef de poste

le cas échéant,

donner délégation à M. Laurent MOUZIN, Contrôleur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Laurent MOUZIN

Signature du délégant
Solange OSETE

Contrôleur

Trésorier principal

Pont-à-Mousson, le 20 mars 2009

AUTRES SERVICES**RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ***Division des examens et concours***Extrait de l'arrêté du 26 mars 2009 relatif au recrutement d'adjoints administratifs par voie de PACTE en 2009**

Le recteur de l'académie de Nancy-Metz

A R R E T E

Article 1^{er} : Un recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés du ministère de l'Education Nationale, par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat (PACTE), est ouvert dans l'Académie de Nancy-Metz au titre de l'année 2009.

Article 2 : Le PACTE est un contrat de droit public, d'une durée de 12 à 24 mois, qui alterne formation et activité professionnelle et comporte une période d'essai de 2 mois. Son bénéficiaire a vocation à être titularisé au vu de son aptitude professionnelle et de son parcours de formation.

Article 3 : Le nombre de poste à pourvoir est fixé à 10 pour les adjoints administratifs.

Article 4 : IMPLANTATIONS : département de Meurthe-et-Moselle, département de Moselle.

Article 5 : ATTRIBUTIONS : adjoint administratif : tâches administratives d'exécution comportant la connaissance et l'application de règlements administratifs ; fonctions de secrétariat ou de gestion dans un collège, un lycée ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un service déconcentré.

Article 6 : BENEFICIAIRES : Jeunes de 16 à 25 ans révolus, de nationalité française ou ressortissants d'un des états membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen, sortis du système éducatif sans diplôme et sans qualification professionnelle reconnue ou dont le niveau du diplôme est inférieur au niveau IV (Baccalauréat).

Article 7 : INSCRIPTIONS :

- Auprès de l'ANPE du lieu de domicile,

- Joindre un descriptif du parcours antérieur de formation et le cas échéant de l'expérience professionnelle,

- Date limite de dépôt de candidature :

Jusqu'au vendredi 15 mai 2009 à minuit (le cachet de la poste faisant foi)

Tout renseignement peut être obtenu par téléphone au 03.83.86.23.79

ou par courrier adressé à la :

Division des Personnels d'Encadrement, Administratifs, Ouvriers, Sociaux et de Santé

Bureau DIPAOS 1

2 rue Philippe de Gueldres

C.O. n° 30013

54035 NANCY CEDEX

Article 8 : La commission académique auditionnera les candidats sélectionnés au cours du mois de juin 2009.

Article 9 : Le Secrétaire Général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 mars 2009

Le recteur,
Michel LEROY

